

Mukwege appelle le Congo à «une transition sans Kabila»

Le docteur Mukwege sort de sa réserve pour appeler les Congolais à se dresser contre le président Kabila, qui gouverne «dans l'illégalité» depuis deux ans.

VINCENT GEORIS

Le visage buriné par la fatigue, mais les yeux brillants et l'esprit vif, le docteur Denis Mukwege était lundi à Bruxelles pour appeler le peuple Congolais à imposer «une transition sans Kabila». Il ne croit pas en l'organisation d'élections, prévues par le pouvoir d'ici la fin de l'année, alors que la RDC s'enfonce dans une crise humanitaire et politique majeure.

«Par quel miracle ce gouvernement qui a spolié son peuple et bradé ses terres à des prédateurs va-t-il organiser des élections en six mois?, dit-il. Nous avons besoin d'élections libres et transparentes. Il est nécessaire d'avoir des élections citoyennes sans Kabila. J'appelle le peuple congolais à se mettre debout comme un seul homme.» Sa visite en Belgique s'est faite sous haute protection. Le docteur, qui a échappé à une tentative d'assassinat en 2012, reçoit régulièrement des menaces de mort. «Mieux vaut mourir debout que mourir à genoux. C'est tout les jours que les Congolais se font massacrer», dit-il.

En vingt ans de pouvoir du «clan Kabila», «je constate que la situation humanitaire n'a jamais été pire», dénonce le Dr Mukwege. Près de huit millions de Congolais souffrent de malnutrition, selon les

données de l'ONU, alors que les massacres se poursuivent, dans les provinces du Kivu et du Kasai, dans l'indifférence de l'Occident.

Le gynécologue, connu comme «l'homme qui répare les femmes», est sorti de son hôpital de Panzi, où il vit retranché sous la protection de la police des Nations unies, pour mobiliser les Congolais. Il a vu assez d'atrocités. «Au Sud Kivu, des femmes sont violées chaque jour. Au Nord Kivu, on torture, on viole, on décapite dans un silence total, dit-il? En 30 ans, la crise humanitaire n'a jamais été aussi grave.»

Rétablir l'ordre constitutionnel

Le Dr Mukwege se rend en Europe, aux Etats-Unis et dans les pays d'Afrique accompagné de professeurs d'université pour dénoncer le caractère «illégitime» du pouvoir congolais, qui reporte depuis 2 ans les élections présidentielles. Tous appellent à «lutter pour le retour à l'ordre constitutionnel», en passant par une période de transition durant laquelle le pays serait dirigé par une équipe qui disparaîtrait ensuite.

«La cause de la crise est dans le nom de la République démocratique du Congo. La RDC n'est pas démocratique, affirme le professeur de droit constitutionnel André Mbata. Depuis l'indépendance, des individus ont capturé l'État (...). Ce régime n'aurait pas survécu s'il n'avait pas la complicité de cer-

taines puissances et de sociétés multinationales.»

Soulèvement populaire

Cet intellectuel engagé, qui dénonce la «monarchisation» du pouvoir, invoque comme remède la Constitution congolaise. «Tout est dans l'article 64, qui autorise le peuple congolais à s'opposer à celui ou ceux qui prennent le pouvoir illégalement», lâche-t-il.

André Mbata a, lui aussi, échappé à une tentative d'assassinat. Cela ne l'empêche en rien de contester la légitimité des autorités de la RDC chargées d'organiser les élections. «La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) fait partie de la majorité présidentielle. Elle n'est pas indépendante, dénonce-t-il. La Cour constitutionnelle chargée de valider les élections n'est pas non plus indépendante.»

Alphonse Maindo, professeur en Sciences politiques, estime que «les élections prévues sont improbables car les conditions ne sont pas réunies. Ce que je vois aujourd'hui date de cent ans. Je vois des jeunes traverser chaque jour le désert pour partir en esclavage et cela me fait mal, dit-il. Des jeunes qui viennent mourir dans les océans, préférant l'esclavage au lieu de mourir dans la médiocrité.»

Pour le docteur Mukwege, «seules des élections libres et transparentes peuvent commencer à mettre fin à la crise politique en cours ainsi qu'à la violence et à la crise humanitaire».